

Unité départementale Anjou Maine

Saint Barthélemy d'Anjou, le 23 juin 2022

Pôle Économie Circulaire

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



CHIMIREC

ZA des Couronnières - 137 rue Lavoisier
Liré
49270 OREE D ANJOU

Références : EC-2022-348-INSP-CHIMIREC-Liré-RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement ASTRHUL SAS implanté ZA des Couronnières - 137 rue Lavoisier Liré 49270 OREE D ANJOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La fréquence de surveillance de cet établissement est annuelle, en application des règles de surveillance des installations classées, et la dernière inspection a été conduite le 5 août 2021. Cette nouvelle visite s'est inscrite au titre du suivi des importants travaux de modernisation du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC
- ZA des Couronnières - 137 rue Lavoisier Liré 49270 OREE D ANJOU
- Code AIOT dans GUN : 0006302124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société ASTRHUL, rachetée fin 2018 par le Groupe CHIMIREC, est spécialisée dans la collecte et le traitement des déchets provenant des secteurs de l'entretien et de la réparation automobile et industrielle. En complément du centre de transit de déchets qu'elle exploite à Liré depuis une vingtaine d'années, l'entreprise a construit en 2015 un second site dans l'extension de la Zone Artisanale des Couronnières, également à Liré, dont l'objet initial était d'y transférer à terme l'intégralité de son activité de transit vrac des « huiles usagées ».

L'établissement historique est réglementé par un arrêté d'autorisation du 7 juin 1999 (D3-99-n° 885) plusieurs fois modifié, qui fixe les conditions de son exploitation et dispose de l'agrément requis

pour la collecte d'huiles usagées, dernièrement renouvelé le 10 mars 2020.

Un porter à connaissance est en cours d'instruction afin d'aboutir à un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque foudre;
- plan de gestion des sols;
- mesures sonores.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Risque foudre - suite inspection 05/08/2021	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 07/06/1999, article 6.3	/	Sans objet

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Pollution des sols - suite inspection 05/08/2021	Arrêté Préfectoral du 07/06/1999, article 3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- finaliser sous 3 mois la mise en conformité des installations pour éviter le risque foudre;
- transmettre les résultats de la future campagne de mesures de bruit dès réception.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Risque foudre - suite inspection 05/08/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique
Prescription contrôlée : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en œuvre les dispositions décrites dans l'étude technique de risque foudre.
Constats : L'exploitant indique qu'un contrôle a eu lieu en 2021; ce contrôle indiquait des non-conformités sur les courants forts et l'absence de mise en place de courants faibles. Engie et Dekra sont intervenus le 01/04/2022; leurs interventions rapportaient les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- l'absence de DOE;- la nécessité de mettre à jour l'étude technique après les travaux;- la nécessité de mettre à jour la notice technique de maintenance;- l'absence de protection des conducteurs neutres;- l'absence de compteur foudre. Aussi, Inéo interviendra dès la réception des équipements et Dekra réalisera ensuite un contrôle. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de finaliser la mise en place des dispositions issues de l'étude technique du risque foudre sous 3 mois.
Observations : //
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution des sols - suite inspection 05/08/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/1999, article 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de gestion
Prescription contrôlée : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre un plan de gestion des sols.
Constats : A l'issue du plan de gestion des sols, l'exploitant a établi un plan d'actions qui trace les actions déjà réalisées et celles à venir avec un échéancier. En l'occurrence, le plan d'actions mentionne 2 actions à venir : <ul style="list-style-type: none">- gestion des terres polluées sous la rétention n°1 en cas de création d'un parking (52 m³ de terre à excaver);- gestion des terres polluées sous la rétention n°3 et la fosse à filtres en cas de cessation d'activité avec démolition des bâtiments (168 m³ de terre à excaver). Le plan de gestion est maîtrisé et suivi.
Observations : //
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/1999, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Zone à émergence réglementée
Prescription contrôlée : Le bruit émis par les installations ne sont pas à l'origine, dans les ZER d'une émergence supérieure à : - 5 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés, lorsque le bruit est supérieur à 45 dB(A) - 3 dB(A) pour la période allant de 22h à 7h, sauf dimanches et jours fériés, lorsque le bruit est supérieur à 45 dB(A)
Constats : L'exploitant a réalisé une campagne de mesures sonores le 08/01/2021. Les résultats indiquent un dépassement de l'émergence au niveau du ZER à l'ouest du site. Selon l'exploitant la mesure prise par le prestataire s'apparente à une mesure en limite de propriété et pas à une mesure en ZER. L'exploitant s'engage à réaliser une nouvelle campagne en 2022. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre les résultats de la future campagne dès réception.
Observations : //
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet